

Moscou riposte à l'Otan et évoque des "conséquences"

MOSCOU (AFP) - La Russie a riposté immédiatement mardi soir à la déclaration de l'Otan sur la Géorgie, affirmant que la prise de position de l'Alliance allait avoir "des conséquences" dans ses relations avec Moscou.



Conférence de presse du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, le 19 août 2008 à Moscou (© AFP - Yuri Kadobnov)

La Russie va tirer "les conclusions qui s'imposent", a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, sans préciser davantage cette menace.

"La Russie n'occupe aucun pays et n'a pas l'intention d'occuper qui que ce soit", a encore dit M. Lavrov.

La déclaration de Bruxelles, a-t-il jugé, n'est "pas objective et reflète un parti pris", tandis que l'appui offert à la candidature géorgienne à l'Otan revêt un caractère "antirusse".

Il a dénoncé le manque d'objectivité du texte de l'Otan en relevant qu'il "ne dit mot sur comment tout cela a commencé, pourquoi c'est arrivé, qui a commencé l'agression et qui a armé la Géorgie". Cette dernière allusion visait directement les Etats-Unis.

Dans sa déclaration, l'Otan estime qu'elle ne peut continuer ses relations avec la Russie comme si de rien n'était ("business as usual") en raison des actions de Moscou en Géorgie.

"L'Alliance examine sérieusement les conséquences des actions de la Russie pour la relation Otan-Russie", précise cette déclaration adoptée lors d'une réunion extraordinaire des chefs de la diplomatie de l'Otan à Bruxelles.

De son côté, le représentant russe auprès de l'Otan Dmitri Rogozine, a dénoncé le "ton vicieux" du document atlantique, tout en jugeant que "la montagne a accouché d'une souris".

"En réalité, toutes les menaces déversées jusqu'à présent contre la Russie se sont révélées être des paroles creuses", a-t-il dit sur une chaîne d'information en continu russe, Vesti-24.

Pour M. Lavrov, "l'Alliance a en réalité pris (le président géorgien Mikheïl Saakachvili sous sa protection".

Le ministre russe a accusé l'Otan de se diriger "vers un réarmement" de la Géorgie. "On essaie à l'Otan de faire des agresseurs des victimes (...), de blanchir le régime géorgien", a-t-il affirmé, qualifiant ce dernier de "criminel".

"La politique consistant à attirer la Géorgie à l'Otan n'a rien à voir avec la satisfaction par la Géorgie des critères d'adhésion, mais elle est dictée par des objectifs qui ne sont rien d'autre qu'anti-russes", a-t-il dit.

Cependant, il a estimé que le Conseil Russie-Otan "a été créé non pas pour apprendre à la Russie comment elle doit se conduire avec les autorités géorgiennes, mais pour régler des questions globales et maintenir la stabilité et la sécurité en Europe et dans la zone euro-atlantique. Nous continuons à estimer que ces objectifs sont d'actualité et qu'on peut les réaliser seulement en unissant nos efforts", a dit M. Lavrov.

Répondant indirectement aux doutes occidentaux sur la réalité du retrait des forces russes de Géorgie, officiellement commencé ce mardi, il a affirmé qu'il prendrait "trois ou quatre jours".

"Le retrait se fera au fur et à mesure du retour effectif des forces géorgiennes à leurs bases permanentes et du renforcement des positions des forces de maintien de la paix. Je pense que cela prendra trois ou quatre jours", a dit M. Lavrov.

La Russie a annulé mardi sa participation à des manoeuvres prévues en mer Baltique dans le cadre du partenariat avec l'Otan et a signifié qu'elle ne pourrait accueillir comme prévu une frégate américaine en septembre en Extrême-Orient.